

Les réfugiés mineurs, des proies faciles de la prostitution !

Les associations craignent que ceux qui ne trouveraient pas place dans les centres soient exploités sexuellement ou économiquement

La crise des réfugiés est encore plus terrible pour les mineurs non accompagnés, qui arrivent donc chez nous sans leurs parents. Leur jeune âge les rend plus vulnérables que quiconque. Gare à l'exploitation, par des réseaux de prostitution ou des patrons véreux.

La majorité des mineurs étrangers non accompagnés (Mena) proviennent actuellement d'Afghanistan, de Syrie, de Somalie et d'Irak, indique le SPF Justice qui rappelle toute leur vulnérabilité. Leur nombre a explosé. Début 2015, 161 mineurs étaient placés sous tutelle chaque mois en Belgique, mais depuis la crise des réfugiés, ce nombre est passé à 391 mineurs pour le mois d'août. La majorité d'entre eux ont entre 16 et 18 ans.

Des places d'accueil dans des centres spécifiques sont prévues pour eux, où ils sont encadrés par Fedasil, la Croix-Rouge ou les CPAS. Actuellement, 900 Mena sont pris en charge dans ces centres, dont la capacité totale

vient de passer de 840 à 1050 places. « Dans ces structures, il y a peu de risques qu'ils soient victimes de la traite des êtres humains, dit-on à Pag-Asa, une association qui aide les victimes et qui lutte contre les réseaux d'exploitation. « Mais si l'on tombe à court de places, le risque sera grand de voir ces jeunes, alors livrés à eux-mêmes, d'accepter n'importe quelle source de revenu, n'importe quel travail et de se retrouver dans une situation de dépendance. »

LE DANGER, DÈS OCTOBRE

Au niveau de la plateforme belge Mineurs en exil, on tire la sonnette d'alarme. « Les pouvoirs publics ont jusqu'ici bien réagi en ouvrant de nou-

velles places pour ces mineurs », déclare la porte-parole Katja Fournier. « Mais attention car de nombreux réfugiés, actuellement

en Autriche, Hongrie, Allemagne... cherchent encore à se poser quelque part. Les réfugiés vont continuer à arriver. Il ne faudrait pas que l'on tombe à court de places et que l'on reproduise les erreurs du passé. Un mineur qui n'est pas pris en charge est un mineur en danger. Lors de la crise migratoire de 2012 (surtout des Afghans), on a vu des jeunes se prostituer à Bruxelles, pour subvenir à leurs besoins. Cela se passe dans une espèce de stratégie de survie, ou parfois ils sont repérés par des réseaux, prêts à les exploiter. Cela n'arrive pas à tous les mineurs étrangers, il ne faut pas faire une généralité,

mais nous avons connu des cas. Notre expérience nous impose d'anticiper l'accueil de ces jeunes. On craint qu'il n'y ait plus de places libres pour les Mena dès la première semaine d'octobre. À l'approche de l'hiver, les dangers se multiplient... ».

« IL Y AURA DES GENS POUR LES EXPLOITER »

Chez Esperantomena, une association qui héberge chaque an-

née une vingtaine de mineurs étrangers victimes de la traite des êtres humains, on s'attend « à une augmentation de la prise en charge de jeunes victimes ». « On aura des répercussions dans quelques mois », s'inquiète le directeur Sébastien Biaubelle. « D'expérience, on sait qu'il y aura des gens pour faire travailler ces jeunes pour des salaires médiocres, dans les commerces, l'horreca, le textile... et aussi dans la prostitution. »

Certains réfugiés mineurs, issus de familles pauvres, arrivent chez nous après un voyage coûteux qu'ils ont payé en se prostituant ou en travaillant au noir. Au profit de passeurs et de trafiquants sans état d'âme. Dernière source d'inquiétude : l'augmentation de la tranche d'âge 12-14 ans, voire même des moins de 12 ans, dans ces mineurs non accompagnés. « Des places spécialisées pour ces catégories au sein de l'aide à la jeunesse sont plus que nécessaires et actuellement insuffisantes », déplore la plateforme Mineurs en exil.

UNE PETITE MAROCAINE DE 15 ANS

« Recueillie chez une prostituée ! »

Retraité du secteur informatique, Léon Janssen (de Bruxelles) est actuellement le tuteur de 20 mineurs étrangers non accompagnés. Reconnu par le SPF Justice, il ne les héberge pas mais veille à ce qu'ils soient logés, scolarisés, que leur statut de réfugié soit reconnu ou que leur demande d'autorisation de séjour aboutisse, il veille aussi à ce qu'ils reçoivent les soins médicaux nécessaires, etc. En dix ans, il a déjà eu sous son aile 130 pupilles. A-t-il connu des mineurs exploités ?

« *Quand ils sont accueillis dans la famille élargie ou dans un centre Mena, ils échappent généralement à tous ces dangers* », dit-il. « *Mais il arrive que certains ne soient pas déclarés. Ceux-là sont les plus exposés aux dangers* ». M. Janssen se souvient d'une petite Marocaine de 15 ans qui avait été exploitée à tous les niveaux. « *Elle était passée par la France*

où une famille l'avait exploitée pour faire des ménages et lui avait même confisqué son passeport. Elle a réussi à rejoindre la Belgique mais elle s'est retrouvée... chez une prostituée. J'ai été son tuteur quelque temps mais, par méfiance vis-à-vis des hommes, elle a demandé d'avoir une tutrice. »

LIVRÉ À SON SORT

M. Janssen s'inquiète aussi de ce jeune Marocain de 16 ans, hébergé dans un centre Mena mais qui, suite à un comportement inacceptable (il a jeté une chaise sur un éducateur !), a été mis dehors avec la consigne de s'adresser au dispatching. « *Il n'a jamais réintégré de centre, il est livré à son sort et se retrouve dans une situation où il risque de voler, vendre de la drogue. Ce n'est pas une sanction convenable. Il aurait été préférable de le placer en IPPJ* ».

F. DE H.

Vers la réquisition d'immeubles vides

Face à la crise sans précédent des réfugiés en Europe, la petite commune d'Auderghem, en région bruxelloise, tente de trouver des solutions afin d'accueillir au mieux les demandeurs d'asile. Près de 90 réfugiés résident déjà sur le territoire d'Auderghem et sont suivis par les structures sociales de la commune. Mais face à l'urgence, le bourgmestre faisant fonction, Christophe Magdalijns (FDF) souhaite trouver de nouvelles places d'accueil rapidement,

environ 25 dans les prochaines semaines.

« *Il faut être solidaire, c'est pour cela que nous cherchons des solutions et que nous souhaitons assumer nos responsabilités. Même s'il s'agit d'un sujet délicat* », assure Christophe Magdalijns. « *Avec la régie foncière locale et le CPAS, nous souhaitons mettre un ou deux logements sociaux à disposition de réfugiés. Ces habitations pourront accueillir des familles, donc nous tablons sur une dizaine de personnes. Déjà, si chaque com-*

mune accueillait 10 réfugiés, ce serait un pas en avant. »

Mais la commune d'Auderghem réfléchit à d'autres mécanismes afin d'élargir ses possibilités d'accueil, comme la réquisition de bâtiment inoccu-

pé. « *Nous voulons travailler en bonne intelligence avec les propriétaires et réquisitionner des immeubles vides. Il faut évidemment des locaux adaptés pour offrir des conditions de vie décentes aux réfugiés. Une décision de principe, en ce sens, a déjà été prise en collège commu-*

nal », assure le bourgmestre ff d'Auderghem qui assure que des signaux positifs sont entrevus au niveau de propriétaires

- B. tant privés que publics. Afin de procéder à ces réquisitions « douces », la commune d'Auderghem peut s'appuyer sur un travail de longue haleine qui lui a permis de répertorier la quasi-totalité des logements vides situés sur son territoire. Ces habitations inoccupées ou partiellement inoccupées sont d'ailleurs soumises à une taxe communale. ■

Les marchands de sommeil en profitent

En région bruxelloise, la commune d'Anderlecht est celle qui accueille le plus de réfugiés syriens, après la Ville de Bruxelles évidemment. Au 1^{er} mars dernier, on recensait 599 personnes d'origine syrienne sur le territoire de cette commune de 116.00 habitants. « *Et on peut logiquement imaginer que c'est encore plus aujourd'hui* », note le bourgmestre Eric Tomas (PS). Au 1^{er} janvier 2011, on en comptait à peine 71. Huit fois moins.

La cause ? « *Lorsque les candidats réfugiés remplissent leur dossier auprès de l'Office des Étrangers, ils doivent donner une adresse postale. Mais le Commissariat Général aux Réfugiés n'en vérifie jamais la véracité, l'inscription se fait d'office par l'Office des Étrangers* », explique l'élu socialiste.

Et justement, lorsque l'agent de quartier ou les services communaux effectuent leur travail de vérification sur le terrain pour la domiciliation, « *ils se rendent compte que beaucoup de demandes sont renvoyées aux mêmes adresses et qu'un certain nombre ne peut pas y habiter.* » Comprenez que les réfugiés seraient victimes de marchands de sommeil qui leur « vendraient » des adresses pour remplir leurs documents.

MEILLEUR CONTRÔLE

La solution pour éviter cela, selon notre interlocuteur, serait un meilleur contrôle au niveau de l'Office des Étrangers.

Les réfugiés syriens sont nombreux à Anderlecht et c'est pourquoi, depuis cet été, des cours de français sont organisés dans le parc de la Rosée

dans le cadre de l'École éphémère. Une nécessité, pour ses organisateurs, lorsque l'on sait qu'environ 300 enfants syriens seraient actuellement sans école sur le territoire belge, la faute à un réel manque de places dans les dispositifs Daspa (Dispositif d'accueil et de scolarisation des primo-arrivants). ■

CH.V.

LA POSITION DE THEO FRANCKEN

La Belgique pourrait aussi fermer ses frontières

Interrogé par la VRT, le secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration, Theo Francken (N-VA), a estimé que la fermeture de sa frontière par l'Allemagne ne laisserait peut-être pas d'autre choix à la Belgique que d'en faire de même. On le sait, face au nombre de réfugiés qui se sont présentés sur son territoire ces dernières semaines, l'Allemagne a décidé dimanche de faire volte-face. Après avoir ouvert ses bras à des milliers de réfugiés, le pays d'Angela Merkel a réintroduit les contrôles à sa frontière avec l'Autriche. « *Si cela signifie que tout le monde vient subitement en Belgique, je ne vois pas d'autre option que de fermer nous-mêmes nos frontières* », a déclaré ce matin l'élu nationaliste. « *Si l'Al-*

triche, l'Allemagne et la Tchéquie ferment leurs frontières intérieures, alors les gens vont chercher un pays vers lequel ils peuvent aller. Vous aurez donc un effet cascade et c'est de facto la fin de Schengen », a encore estimé le secrétaire d'État.

Lundi, la Hongrie a embrayé le pas, fermant la frontière entre la Serbie et la Hongrie. Dans la même mouvance, l'Autriche, la Slovaquie et les Pays-Bas ont aussi annoncé lundi le rétablissement des contrôles à leurs frontières.

ACCORD DE PRINCIPE

Hier soir, à Bruxelles, le ministre allemand, Thomas de Maizière annonçait que les ministres européens de l'Intérieur avaient trouvé un accord politique de principe sur

la répartition de 160.000 réfugiés entre les pays de l'Union Européenne. « *L'un dans l'autre, nous avons réalisé des progrès* », a-t-il déclaré à la presse. « *C'est un premier pas important, mais la vérité réside dans l'exécution et la mise en œuvre de cet accord* », a ajouté M. de Maizière au cours d'une conférence de presse conjointe avec son homo-

logue français, Bernard Cazeneuve destinée à montrer que Paris et Berlin sont sur la même ligne dans cette crise migratoire majeure qui frappe l'Europe. Une décision finale est prévue pour le 8 octobre, lors de la prochaine réunion ministérielle à Luxembourg, a ajouté M. de Maizière.

La Commission européenne a proposé en mai la répartition dans l'ensemble de l'UE de 40.000 réfugiés arrivés en Italie et en Grèce, puis en septembre la réinstallation de 120.000 autres demandeurs d'asile, une proposition qui rencontre l'opposition de plusieurs États membres d'Europe de l'Est. ■

M.SP.

Dérapages multiples d'un élu PS liégeois sur les réfugiés

Serge Reynders, conseiller PS au CPAS de Saint-Nicolas, suscite la polémique au sein des rangs socialistes liégeois. En cause, des statuts ou partages sur Facebook de propos polémiques concernant les réfugiés. La commission «vigilance» de la Fédé va être saisie. L'intéressé risque l'exclusion pure et simple du Parti socialiste.

Le fil Facebook de Serge Reynders n'est pas passé inaperçu. En cause, des partages de statuts, d'images ou de commentaires concernant la crise des réfugiés, y compris des messages qu'il postait directement. Quelques exemples : « Les migrants ne paieront pas vos retraites, mais vous allez payer leur chômage, leur logement et leurs mosquées » – une photo venant du « Marianne ne veut pas de l'islam », tout est dit –, ou encore « Je rêve d'une Belgique qui s'occupe de ses citoyens d'abord ».

Le problème, outre le caractère polémique de tels propos, est que Serge Reynders est un élu du Parti socialiste et siège au conseil de l'Action sociale de Saint-Nicolas. De quoi irriter les socialistes de cette commune de la périphérie liégeoise, bourgmestre en tête. « À plusieurs reprises, nous lui avons signifié de

se contrôler sur les réseaux sociaux. Déjà avant la crise des réfugiés que connaît l'Europe actuellement. Des conseillers PS de la commune et des collègues échelonnés m'ont rapporté ses dernières dérives, ça en est trop », gronde Jacques Heleven, bourgmestre PS de la localité. Ce dernier annonce des mesures : « L'USC va le convoquer. D'autre part, nous allons officiellement demander son exclusion du Parti socialiste auprès de la Fédération liégeoise du PS ; j'enverrai un courrier en ce sens au président Willy Demeyer. »

Contacté, Serge Reynders assume pleinement ses propos et différents partages sur Facebook. « Toutes ces choses sont vraies. On n'a plus d'argent pour rien, pour nos chômeurs ou nos pensionnés, et dès que des migrants arrivent, là, on en trouve. Il y a des limites à ne pas dépasser. On n'est pas encore envahi à ce point, mais bon », justifie-t-il.

RÉUNION EN URGENCE À LA FÉDÉ

Des propos qui collent pas à son parti, dont le président Di Rupo répétait encore ce week-end qu'il n'y avait pas de place pour les racistes au PS. Serge Reynders, lui, réfute tout racisme, mais appuie : « Ce n'est pas parce que je suis socialiste que je suis d'accord avec tout ce que le PS dit

ou fait. »

L'affaire ne devrait pas en rester là. Outre la demande du bourgmestre de Saint-Nicolas et de l'USC locale, la puissante Fédé du PS liégeois va réagir, elle aussi. Willy Demeyer, député-bourgmestre de Liège et vice-président du parti, avance : « Je peux d'ores et déjà vous annoncer que la commission «vigilance» de la Fédération a été saisie et va agir très rapidement. Des sanctions seront prises et elles peuvent aller jusqu'à l'exclusion du Parti socialiste ».

Des menaces qui ne semblent guère faire peur à Serge Reynders, qui rétorque : « Qu'on me vienne s'ils le veulent. Mais je ne quitterai pas mon mandat au CPAS! ».

PAS UNE PREMIÈRE

Notons que les dérapages de certains politiques se multiplient sur les réseaux sociaux. Le premier fut le partage par un membre de section locale de Fosses-la-Ville (Namur) du MR,

d'une photo sur Facebook représentant un afflux de réfugiés sur un chalutier, assortie du commentaire : « Le PS est sauvé les nouveaux électeurs arrivent!!! »

Le PS n'est pas en reste, avec des propos polémiques de Martial Dewaels, conseiller communal et président de la société de logements so-

ciaux à Ganshoren, mais aussi de Freddy Delvaux, conseiller communal de Sambreville. À chaque fois, la thématique concerne les réfugiés et les propos sont clairement teintés d'un populisme certain, empreint de racisme et de xénophobie.

EN CONTRADICTION AVEC LES VALEURS PS

Ce énième dérapage, cette fois œuvre de Serge Reynders, est peut-être encore plus violent que les précédents. Contactée par nos soins, la porte-parole du président du PS Elio Di Rupo a confirmé la ligne défendue par le Montois : « C'est en totale contradiction avec les valeurs du PS. Le conseiller concerné est dès lors convoqué en commission de vigilance, l'organe chargé, selon nos statuts, de décider d'une sanction, pouvant aller jusqu'à l'exclusion du parti. »

À voir désormais si cette sanction sera appropriée. ■

GASPARD GROSJEAN

COMBIEN EN ACCEPTENT-ILS ?

Réfugiés: ce que les bourgmestres annoncent

Nous avons posé la double question à nos maières que vous trouvez dans les deux colonnes ci-dessous :

- 1) Quel est le nombre de réfugiés que la commune est prête à accueillir ?
- 2) Le chiffre entre parenthèses : quel est le nombre de réfugiés et candidats réfugiés qui vivent déjà sur le territoire de la commune ?

Précisons que toutes les communes n'ont pas répondu ou n'ont pu dire précisément un chiffre, raison pour laquelle le tableau n'est pas exhaustif.

Notons encore qu'il y a selon les communes, des particularités que nous ne pouvons pas toutes détailler. Ainsi, à Florennes, si la commune affiche un double zéro, ce n'est pas qu'elle refuse d'accueillir les réfugiés. Mais il existe là-bas, un centre Fedasil (450 réfugiés) mais qui ne dépend pas de la commune. Autre exemple, à Viroinval, entre 140 et 160 réfugiés sont accueillis au centre Croix-Rouge de Oignies, mais encore une fois, l'infrastructure ne dépend pas de la commune.

NAMUR

Namur	400 (-)
Assesse	5 (45)
Andenne	1 (-)
Beauraing	- (272)
Rochefort	5 (27)
Yvoir	- (450)

CHARLEROI

Aiseau-Preles	5 (20)
Farciennes	4 (0)
Mont-le-Till.	4 (18)
Thuin	3 (21)
Fleurus	0 (69)
Charleroi	0 (206)
Courcelles	3 (13)

LIEGE

Ans	21 (-)
Awans	16 (-)
Aywaille	250 (-)
Beyne-Heusay	0 (12)
Blegny	2 (2)
Chaudfontaine	6 (24)
Comblain-au-P.	3 (0)
Dalhem	2 (12)
Esneux	1 (-)
Fléron	15 (-)
Grâce-Hollogne	700 (-)
Juprelle	5 (15)
Liège	0 (700)
Neupré	8 (9)
Oupeye	14 (29)
S'-Nicolas	14 (-)
Seraing	44 (-)
Soumagne	6 (-)
Sprimont	150 (-)
Traject	0 (400)

Nouveaux
réfugiés

Réfugiés déjà
accueillis

EXEMPLE

Commune 0 (32)

LUXEMBOURG		BRUXELLES		MONS-BORINAGE	
Bastogne	0 (40)	Anderlecht	- (599)	Boussu	0 (33)
Bertogne	0 (6)	Auderghem	90 (25)	Dour	10 à 12 (7)
Bouillon	0 (1)	Bruxelles-Ville	- (4.116)	Frameries	10 à 12 (5)
Chiny	0 (8)	Etterbeek	- (9)	Hensies	8 (12)
Daverdisse	4 (0)	Evere	40 (-)	Jurbise	0 (10)
Durbuy	0 (90)	Forest	2 (12)	Mons	- (25)
Erezée	0 (49)	Ganshoren	15 (-)	Quaregnon	10 à 15 (3)
Etalle	3 à 4 (3)	Ixelles	- (250)	Quiévrain	0 à 5 (0)
Fauvillers	5 à 6 (2)	Jette	- (60)	Saint-Ghislain	12 (14)
Gouvy	0 (524)	Koekelberg	- (75)	Quévy	0 (10)
Herbeumont	0 (466)	Molenbeek-S-Jean	- (2)		
Hotton	300 (111)	S-Josse-ten-Noode	- (430)		
Houffalize	0 (14)	Schaerbeek	- (2.346)		
Léglise	3 à 4 (12)	Uccle	- (108)		
Libin	0 (4)	Woluwe-S-Lambert	- (23)		
Libramont	0 (8)	Woluwe-S-Pierre	- (100)		
Manhay	15 (147)				
Martelange	37 (5 à 8)				
Messancy	- (10)				
Paliseul	4 (0)				
Rendeux	308 (0)				
S-Hubert	2-3 (0)				
S-Léger	4-5 (35)				
S-Ode	500 (12)				
Tellin	0 (10)				
Tenneville	4 (0)				
Tintigny	2 (3)				
Vaux-sur-Sûre	3 à 4 (6)				
Vielsalm	- (15)				
Wellin	4 (0)				
SAMBRE & MEUSE		CENTRE		VERVIERS	
Chimay	0 (32)	Binche	10 (15)	Aubel	- (13)
Froidchapelle	2 (2)	Chapelle	0 (12)	Baelen	- (9)
Sivry-Rance	12 (0)	Ecaussinnes	1 nouvelle famille (2 déjà accueillies)	Herve	5 (32)
Walcourt	0 (29)	Enghien	0 (une famille)	Jalhay	- (11)
Cerfontaine	0 (8)	Estinnes	40 (-)	Lierneux	- (4)
Couvin	0 (14)	La Louvière	- (8)	Limbourg	- (5)
Viroinval	0 (11)	Manage	0 (15)	Malmedy	4 (4)
Doische	11 (0)	Morlanwelz	50 (200)	Olne	12 (5)
Philippeville	65 (50)	Soignies	9 (15)	Plombières	- (6)
Fosses-la-Ville	3 (17)			Stavelot	- (36)
Sambreville	12 (4)			Stoumont	160 (4)
Sombrefe	8 (4)			Theux	12 (20)
WALLONIE PICARDE		BRABANT WALLON		HUY-WAREMME	
Tournai	0 (542)	Beauvechain	6 (4)	Anthistes	5 (8)
Peruwelz	0 (16)	Braine-l'Alleud	15 (15)	Berloz	14 (5)
Silly	5 (8)	Court-Saint-Etienne	5 (5)	Burdinne	4 (5)
Chièvres	10 (0)	Genappe	12 (1)	Clavier	0 (2)
Brugelette	0 (15)	Grez-Doiceau	19 (14)	Crisnée	10 (8)
Beloil	0 (5)	Incourt	14 (14)	Donceel	0 (7)
Mouscron	16 (8)	Ittre	13 (8)	Faimves	2 (2)
Comines	0 (6)	Mont-Saint-Guibert	3 (3)	Ferrières	6 (7)
Antoing	0 (6)	Nivelles	17 (14)	Fexhe	0 (6)
Ath	1 (12)	Ottignies-Louvain-la-Neuve	12 (0)	Geer	5 (6)
Bernissart	0 (0)	Perwez	7 (7)	Hamoir	10 (21)
Estaimpuis	- (0)	Rebecq	12 (10)	Hannut	15 (8)
Leuze	0 (-)	Rixensart	200 (120)	Héron	5 (15)
		Tubize	1 (3)	Huy	5 (10)
		Villers-la-Ville	2 (2)	Lincet	4 (4)
		Waterloo	8 (8)	Marchin	5 (25)
				Modave	15 (4)
				Oreye	15 (6)
				Ouffet	10 (2)
				Remicourt	10 (5)
				S-Georges	25 (23)
				Tinlot	15 (13)
				Verlaine	10 (8)
				Villers-le-B.	5 (16)
				Wanze	8 (5)
				Waremmes	2 (3)
				Wasseiges	9 (11)